

GAZ ET ENGRAIS RUSSES

Les Amis
de la Terre
France

COMMENT LA FRANCE ET L'EUROPE PARTICIPENT À FINANCER LA GUERRE DE POUTINE

NOTE





Trois ans de guerre

Le 24 février marquera les trois ans de l'agression russe en Ukraine. Trois années dont le bilan humain se compte en centaines de milliers de victimes¹. L'Ukraine est désormais l'un des pays les plus minés au monde : avec plus de 500 victimes en 2023, l'Ukraine est le 3^e pays où les mines antipersonnel ont fait le plus de morts, derrière la Syrie et l'Afghanistan². La guerre impacte également dramatiquement le quotidien des Ukrainien·nes qui n'ont pas fui, puisque la Russie attaque méthodiquement les infrastructures énergétiques du pays si bien qu'à l'été 2024 la production d'électricité ukrainienne a été inférieure à la demande d'électricité. En conséquence, 19 % de l'électricité nécessaire n'a pas pu être fournie, ce qui a entraîné des coupures de courant³.

Cette guerre aux conséquences dramatiques coûte cher à la Russie : selon des estimations américaines, en février 2024 la guerre avait déjà coûté plus de 200 milliards de dollars à la Russie⁴. Cette guerre est en partie financée par les pays européens de par leur dépendance aux énergies fossiles russes, mais aussi aux engrais.

Cette note fait le point sur l'évolution des importations de gaz fossile russe, explique comment elles financent la guerre et analyse les sanctions existantes.

CONTACTS PRESSE

Anna-Lena REBAUD

Chargée de campagne

Gaz fossile et transition juste

+33 (0) 7 57 18 68 72

anna-lena.rebaud@amisdelaterre.org

Manon CASTAGNÉ

Chargée de campagne

Agriculture

+33 (0) 7 57 18 68 67

manon.castagne@amisdelaterre.org

Jason KIRKPATRICK

Responsable communication à Razom We Stand

Organisation ukrainienne pour la paix et la transition énergétique

press@razomwestand.org



Les Amis
de la Terre
France

RAZOM WE STAND

Évolution des importations de gaz fossile russe depuis 2022

En 2021, le gaz russe représentait 41 % des importations européennes⁵ et 24 % des importations françaises⁶. Les importations de gaz russe ont globalement baissé, puisqu'elles ne représentaient plus que 19 % des importations européennes sur les trois premiers trimestres de l'année 2024 et 13 % des importations françaises en 2023.

Cette baisse globale cache cependant un phénomène qui questionne : malgré la baisse des importations par gazoducs, les importations sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL) sont en hausse.

Alors que les importations de gaz russe se sont historiquement faites par gazoducs, l'Europe importe en effet également du GNL russe depuis la mise en service du terminal d'exportation de Yamal LNG en Sibérie en 2018, dont le développement a été soutenu par la France⁷.

Les importations de GNL russe ont augmenté depuis 2022

Depuis l'agression russe du 24 février 2022, plusieurs phénomènes sont à l'œuvre :

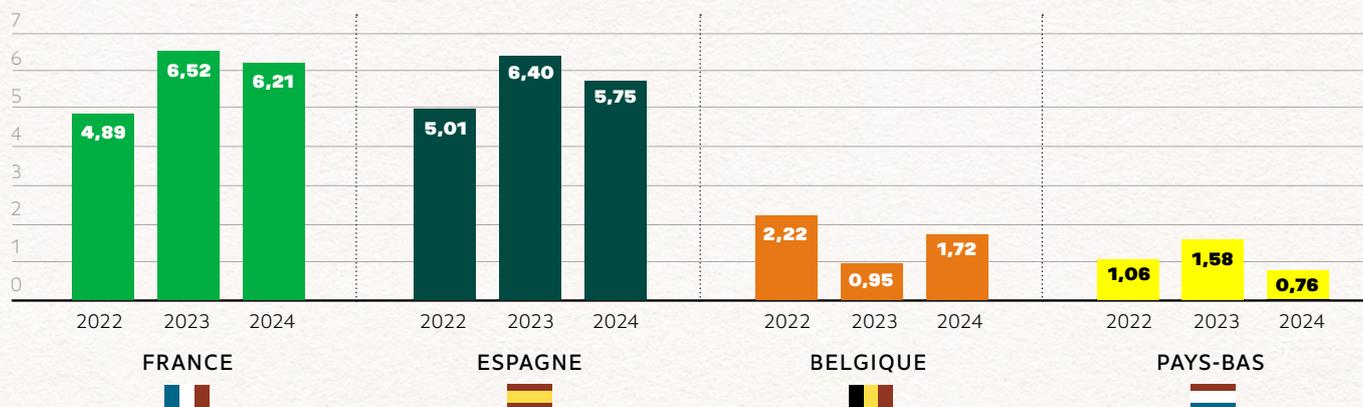
- Les importations de gaz russe par gazoducs ont **fortement diminué**, notamment avec l'arrêt des gazoducs Nord Stream suite à leur sabotage du 26 septembre 2022. Sur les trois premiers trimestres de l'année 2024, elles ne représentaient plus que 11 % des importations européennes⁸ et ont cessé en France.
- En revanche, **les importations de GNL ont globalement augmenté**, en particulier pour la France. Entre 2021 et 2022, les importations de GNL russe ont augmenté de 11 % pour l'Europe - et de 44 %⁹ pour la France ! Les niveaux d'importation

sont restés élevés depuis (voir graphique p. 4). Au premier semestre 2024, les importations de GNL russe représentaient 21 % des importations européennes de GNL et 31 % des importations françaises¹⁰.

- La France est devenue **la première importatrice européenne de GNL russe** : au premier semestre 2024, elle concentrait 37 % des importations de GNL russe en Europe (4,38/11,84 bcm)¹¹. Les méthaniers en provenance de Russie livrent le gaz aux terminaux de Dunkerque et Montoir-de-Bretagne.
- Les volumes de GNL importés cités ci-dessus ne comprennent pas **les volumes transbordés**. En effet, **la France - tout comme la Belgique et l'Espagne - joue un rôle clé dans l'exportation de gaz russe** : elle transfère du gaz depuis les navires brise-glaces, habilités à emprunter la route maritime du Nord depuis la Sibérie, vers des navires méthaniers classiques. Ce mécanisme est clé pour que la Russie puisse exporter plus de gaz à travers le monde, car elle ne dispose que de quinze navires brise-glaces, très coûteux. Entre 2022 et mi-2024, en plus d'importer de grands volumes de GNL, la France a ainsi permis à 3,89 Gm³ de GNL russe d'être exportés ailleurs dans le monde. Avec le quatorzième paquet de sanctions adopté contre la Russie, l'Union européenne a finalement décidé de bannir ces opérations de transbordement à partir du 31 mars 2025.

Les plus gros importateurs européens de GNL russe 2022-2024

(Volume en milliards de mètres cube / bcm)



Source : Analyse du Center for Research on Energy and Clean Air (CREA).

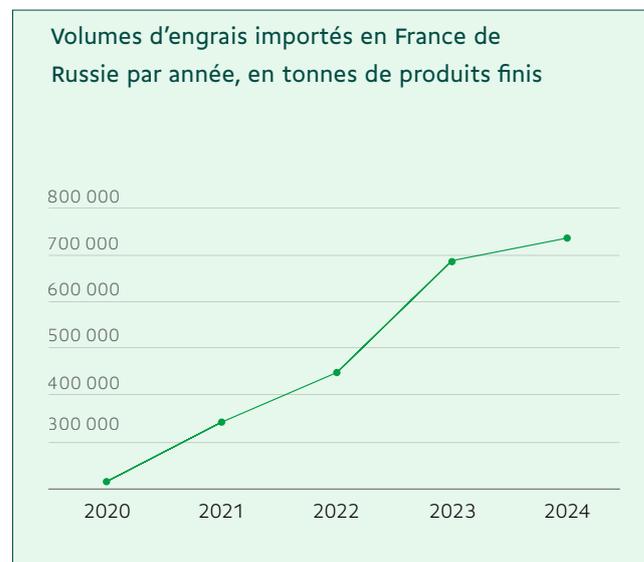
Des importations d'engrais russes en hausse

Les engrais de synthèse ne sont rien d'autre que du gaz fossile sous une autre forme. En effet, ces engrais azotés sont produits à partir d'ammoniac, qui est majoritairement issu de gaz fossile. Par la richesse en gaz de son territoire, la Russie était en 2021 le premier exportateur d'engrais azotés¹². La France, premier consommateur européen d'engrais chimiques, est aussi dans le peloton de tête des importateurs européens d'engrais russes aux côtés de la Pologne et de l'Allemagne.

Les sanctions sur le gaz russe, matière première essentielle pour les producteurs d'engrais chimiques, ont amené les industriels européens à réduire leurs volumes de production. Pour compenser, l'État français a accru ses importations d'engrais russes.

Ainsi, depuis le début de la guerre, les importations françaises d'engrais russes ont augmenté de 86 %, passant de 402 000 tonnes (t) en 2021 à 750 000t en 2023¹³. Ces chiffres sont probablement sous-estimés, car les données des douanes ne concernent que le pays d'achat direct. Ainsi, un engrais russe transitant par le port de Gand vers la France sera considéré comme une importation depuis la Belgique.

L'addiction de notre modèle agricole aux engrais chimiques participe à financer la guerre de Poutine (voir p.6), ce dernier ayant par conséquent la mainmise sur l'équilibre du système agricole et alimentaire français. Pourtant, le « plan engrais »¹⁴ de la France, censé planifier la réduction de notre consommation d'engrais de synthèse et donc se libérer de cette dépendance à la Russie, est toujours dans les cartons.



Source : Agridata



Des milliards versés à la Russie

Depuis l'invasion du 24 février 2022, l'Union européenne a versé plus de 210 milliards d'euros à la Russie pour importer du pétrole (110), du gaz (97) et du charbon (3,6)¹⁵. Les importations européennes d'engrais russes auraient également rapporté plus de 2,5 milliards d'euros au gouvernement russe en 2023¹⁶ et plus de 1,2 milliards d'euros en 2024¹⁷.

Les 16,3 milliards de Gm³ de GNL importés par la France entre 2022 et mi-2024 ont engendré un versement de 9 milliards d'euros à la Russie par la France¹⁸.

Au final, près de la moitié des exportations russes de GNL sont destinées à l'Europe¹⁹. À l'inverse, si le GNL russe représente encore 21 % des importations européennes de GNL, il ne représente que 5,7 % de sa consommation²⁰. La mise en place de politiques adéquates permettant de se passer de ce GNL russe n'est donc pas hors de portée. L'Europe dépend moins de la Russie pour satisfaire ses besoins énergétiques que la Russie ne dépend de l'Europe pour financer sa guerre.

L'Europe dépend moins de la Russie pour satisfaire ses besoins énergétiques que la Russie ne dépend de l'Europe pour financer sa guerre.

Financer la guerre avec les énergies fossiles, qu'est-ce que ça veut dire ?

La dépendance européenne aux énergies fossiles soutient la guerre de plusieurs manières :

- **Par les taxes** : Yamal LNG, compagnie russe de production et d'exportation de gaz qui produit deux tiers environ du GNL russe, a payé au moins 3 milliards de dollars de diverses taxes à l'État russe entre février 2022 et juin 2024 - notamment des taxes sur les superprofits²¹.
- **Par les milliardaires liés à Novatek**, (entreprise russe de production de gaz, elle-même actionnaire de Yamal LNG) : Leonid Mikhelson, son PDG, et Gennady Timchenko, actionnaire de près d'un quart de Novatek, sponsorisent des compagnies militaires privées et soutiennent activement la politique du Kremlin.

Des sanctions lacunaires aux effets pervers

Alors que les premières sanctions visant le pétrole russe sont intervenues dès les 5^e et 6^e paquets de sanctions européennes en avril et juin 2022, il a fallu attendre deux ans de plus pour voir les premières sanctions visant le gaz fossile : le 14^e paquet de sanctions adopté en juin 2024 a interdit les réexportations de GNL russe, et donc les opérations de transbordement, ainsi que les nouveaux investissements dans des projets russes liés au GNL²².

Ces sanctions ne concernent que les réexportations et pas les importations. Sans sanction visant explicitement les importations, un effet pervers découlant de l'interdiction des transbordements risque d'avoir lieu : Yamal LNG pourrait ainsi renégocier les clauses de destination dans les contrats existants et exporter directement en Europe ce qu'autrement elle exportait ailleurs dans le monde en transbordant en Europe. Son autre option serait de transborder dans d'autres ports, les plus proches étant la Turquie et l'Égypte, ce qui augmenterait le temps de transport et donc la capacité d'export.

L'Union européenne ayant exempté le trafic d'engrais des sanctions, Poutine en a profité pour créer de nouvelles taxes sur ces produits. Constatant que ses exportations d'engrais augmentaient, il a créé en 2023 une taxe de 10 % sur l'exportation d'engrais azotés de synthèse, ainsi qu'une taxe sur les profits de ses entreprises productrices d'engrais en 2024. Le lobby européen des engrais azotés estime à 110 millions d'euros les revenus pour Poutine de la taxe douanière, et à 600 millions d'euros celle sur les profits²³.

In fine, ces sommes sont à la charge des agriculteur·ices et des citoyen·nes européen·nes, à travers les subventions de la PAC (Politique Agricole Commune).

Nos demandes

Face au maintien des importations de gaz et d'engrais russes qui financent la guerre, les pays européens doivent :

- Réduire la consommation de gaz fossile, en commençant par réaugmenter, en France, le budget alloué à la rénovation énergétique des bâtiments ;
- Adopter la récente proposition de la Commission européenne d'une taxe sur les engrais russes en l'associant à des mesures de protection pour les agriculteur·ices européen·nes contre une trop forte hausse des prix ;
- Réduire la consommation d'engrais chimiques en développant les pratiques agroécologiques et en soutenant beaucoup plus fortement l'agriculture biologique ;
- Ne pas soutenir les soi-disant engrais « verts » qui épuiseront nos ressources en eau et coûtent extrêmement cher ;
- Soutenir la mise en place d'une interdiction complète des importations de GNL russe dans le cadre du prochain paquet de sanctions européen contre la Russie.

Notes

1 43 000 soldats ukrainiens décédés et 370 000 blessés selon des déclarations de Volodymyr Zelensk. Ces chiffres sont possiblement sous-estimés. Alex Binley, Jonathan Beale, ["43,000 troops killed in war with Russia, Zelensky says"](#), BBC, 8 December 2024.

Selon des évaluations états-uniennes, la guerre aurait fait 115 000 morts parmi les soldats russes et 500 000 blessés, 57 000 morts et 250 000 blessés ukrainiens, soit près d'un million de victimes. ["September Was Deadly Month for Russian Troops in Ukraine, U.S. Says"](#), *The New York Times*, 10 October 2024.

2 [Landmine Monitor Report](#), 2024.

3 International Energy Agency, ["Ukraine's energy system under attack"](#) in Ukraine's energy security and the coming winter, September 2024.

4 [Russia operations in Ukraine have probably cost up to \\$211 billion-US official](#), Reuters, February 16 2024.

5 Source ENTSO-G rapportés dans European Commission, Market Observatory for Energy, DG Energy, [Quarterly report on European gas markets - Volume 17](#) (issue 3, covering third quarter of 2024), p.14.

6 Calcul des Amis de la Terre France à partir des données du Service des Données et Études Statistiques (SDES) - séries longues annuelles du bilan énergétique de la France en 2023 - données définitives, [téléchargeables ici](#).

7 Les Amis de la Terre France, [« Comment l'appétit français pour le gaz soutient le régime autoritaire russe »](#), mars 2024.

8 Source ENTSO-G rapportés dans European Commission, Market Observatory for Energy, DG Energy, [Quarterly report on European gas markets - Volume 17](#) (issue 3, covering third quarter of 2024), p.14.

9 IEEFA, [European LNG Tracker](#), update September 2024. À noter que pour ses calculs, IEEFA inclut la Norvège, le Royaume-Uni et la Turquie dans la région Europe en plus des 27 de l'Union européenne.

10 IEEFA, [European LNG Tracker](#), update September 2024.

11 4.38 Gm³. IEEFA, [European LNG Tracker](#), update September 2024

12 Food and Agriculture Organization of the United Nations, [The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the war in Ukraine](#), 3 July 2023.

13 Béatrice Mathieu, [« La redoutable stratégie de Poutine pour mettre l'agriculture française sous dépendance »](#), *L'Express*, septembre 2024.

14 *La France agricole*, [« Marc Fesneau veut un "plan de reconquête engrais" »](#), 6 mars 2024.

15 Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), [Financing Putin's war: fossil fuel imports from Russia during the invasion of Ukraine](#), régulièrement mis à jour. Consulté le 27/01/2025.

16 Fertilizers Europe, [Fertilizer Industry Facts & Figures](#), 2023.

17 European Sustainable Phosphorus Platform (ESPP) [Newsletter n° 93](#), January 2025.

18 Institute for Energy Economics and Financial Analysis, [European LNG Tracker](#), September 2024 update.

19 Analyse du Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), décembre 2024.

20 Analyse du Centre for Research on Energy and Clean Air (CREA), janvier 2025. Selon Eurostat, l'Union européenne a consommé 319 Gm³ de gaz fossile en 2024. Elle a importé 22 Gm³ de GNL russe, mais selon IEEFA, 3,6 Gm³ ont été réexportés après transbordement. Le GNL russe ne représente donc que 5,7 % du gaz fossile consommé dans l'Union européenne.

21 Entre février 2022 et juin 2024. Analyse de Razom We Stand.

22 Conseil de l'Union européenne. [Chronologie - Trains de sanctions à l'encontre de la Russie depuis février 2022](#).

23 European Sustainable Phosphorus Platform (ESPP) [Newsletter n° 93](#), January 2025.